



Règlements de la Municipalité de Sainte-Apolline-de-Patton

PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE PAROISSE SAINTE-APOLLINE-DE-
PATTON COMITÉ DE MONTMAGNY

N° de résolution
ou annotation

Règlement 01-2018 RÈGLEMENT DÉCRÉTANT LES TAUX DES
TAXES ET LES TARIFS DE COMPENSATION
POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2018 ET LES
CONDITIONS DE PERCEPTION

Le Conseil décrète ce qui suit :

SECTION 1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1

À moins d'indication contraire, les taxes imposées sur la valeur foncière le sont sur la valeur imposable inscrite pour chacune des unités d'évaluation apparaissant au rôle d'évaluation de la municipalité de paroisse Sainte-Apolline-de-Patton, en vigueur pour l'année financière 2018.

ARTICLE 2

À moins d'indication contraire, les tarifs de compensation sont exigés au propriétaire au nom duquel l'unité d'évaluation est inscrite au rôle d'évaluation.

SECTION 2 TAXE GÉNÉRALE SUR LA VALEUR FONCIÈRE

ARTICLE 3

La taxe générale foncière imposée et prélevée est de 0,8083 \$ pour chaque cent dollars de biens imposables.

SECTION 3 TAXES SPÉCIALES-SERVICE DE LA DETTE

ARTICLE 4

La taxe spéciale-service de la dette imposée et prélevée est de 0,0317 \$ pour chaque cent dollars de biens imposables. Elle est répartie comme suit: 0,0088 \$ pour défrayer le coût de financement pour les règlements 03-2009 et 04-2011 (15 % à l'ensemble) et 0,0229 \$ pour défrayer le coût de financement du camion incendie, règlement 03-2011 (100 % à l'ensemble).

SECTION 4 TARIFS DE COMPENSATION



Règlements de la Municipalité de Sainte-Apolline-de-Patton

ARTICLE 5

Tarif fixe pour la cueillette, le transport, la disposition, la récupération et le recyclage des matières résiduelles

Vidange pour 1 résidence principale ou résidence secondaire accessible à l'année y incluant : camp de chasse, roulotte ou cabane à sucre
172,00\$

Vidange pour 1 résidence saisonnière, accessible 6 mois par année, y incluant camp de chasse, roulotte ou cabane à sucre, située ou non dans une exploitation agricole enregistrée
86,00 \$
Vidange pour commerce
216,00 \$
Vidange pour bureau, même dans le cas où les bureaux sont situés dans un autre commerce
216,00 \$
Vidange commerce + logement
258,00 \$

ARTICLE 6

Tarif fixe par « bâtiment non résidentiel » ou « résidence isolée », pour la vidange des boues des installations septiques

Définition :

Bâtiment : un bâtiment non résidentiel qui n'est pas utilisé comme résidence isolée ou dont une partie n'est pas utilisée comme résidence isolée et d'où sont déversées vers l'extérieur des eaux ménagères ou des eaux usées.

Résidence isolée : une habitation non raccordée à un réseau d'égout autorisé par le ministère de l'Environnement en vertu de l'article 32 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q. Chap.M-15.2)

Le tarif annuel de base pour une vidange aux 4 ans pour l'occupation saisonnière et aux deux ans pour l'occupation permanente, par « bâtiment non résidentiel » ou « résidence isolée » (tels que définis ci-dessus) non desservis par un réseau d'égout sanitaire autorisé par le ministère du Développement durable et de l'Environnement du Québec, exigé du propriétaire de tout immeuble imposable sur lequel on retrouve tel bâtiment ou résidence isolée et prélevé est de :

- 102,00 \$ pour une occupation permanente
- 51,00 \$ pour une occupation saisonnière

Toute vidange autre que celles prévues au tarif de base fera l'objet d'un compte de taxes supplémentaires au tarif prévu au règlement de la MRC de Montmagny concernant la gestion des boues des installations septiques.

La tarification applicable pour toute vidange de fosse autre que celle prévue pour le service de base (article 6) est établie selon le coût réel du service en fonction de la facturation supplémentaire transmise par la MRC de Montmagny à la municipalité locale.



Règlements de la Municipalité de Sainte-Apolline-de-Patton

Cette tarification est exigée du propriétaire de l'immeuble desservi par la fosse ainsi vidangée.

N° de résolution
ou annotation

ARTICLE 7

Tarif fixe pour défrayer 85 % du coût de financement des travaux décrétés par les règlements 03-2009 et 04-2011

Le tarif exigé du propriétaire concerné et prélevé est de 366.55 \$ par unité.

L'unité de logement et catégories d'immeubles sont définies à l'article 6, des règlements 03-2009 et 04-2011.

ARTICLE 8

Tarif fixe pour défrayer le coût de fonctionnement des services d'égouts et d'assainissement des eaux usées du secteur réseau tel que défini par l'article 5.1, des règlements 03-2009 et 04-2011

Le tarif exigé du propriétaire concerné et prélevé est de 294.72 \$ par unité. L'unité de logement et catégories d'immeubles sont définies à l'article 6 des règlements 03-2009 et 04-2011.

SECTION 5 DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

ARTICLE 9

Paiement en plusieurs versements

Le conseil décrète que la taxe foncière sera payable en quatre versements. Lorsque dans un compte le total des taxes et compensations à payer pour l'année financière en cours est égal ou supérieur à 300,00 \$, le débiteur aura le choix de le payer en un versement unique ou en quatre (4) versements :

*	le 1 ^{er} avril 2018	25 %
*	le 1 ^{er} juin 2018	25 %
*	le 1 ^{er} août 2018	25 %
*	le 1 ^{er} octobre 2018	25 %

Dans le cas où la date ultime d'un versement expire un jour où le bureau municipal est fermé, elle est reportée au 1^{er} jour d'ouverture suivant.

Lorsque le versement n'est pas fait dans le délai prévu, le solde devient immédiatement exigible et porte intérêt au taux établi à l'article suivant.

ARTICLE 10

Taux d'intérêt

Le taux d'intérêt applicable à tous les comptes est de 15 % l'an.



Règlements de la Municipalité de Sainte-Apolline-de-Patton

ARTICLE 11

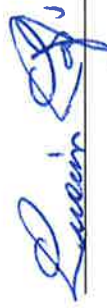
Chèques retournés pour insuffisance de fonds ou dont le paiement aura été arrêté

Tous les frais exigibles par l'institution financière seront exigés au propriétaire concerné pour tout chèque qui nous sera retourné pour insuffisance de fonds ou dont le paiement aura été arrêté.

SECTION 6 ENTRÉE EN VIGUEUR

ARTICLE 12

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.



Lucien Lavoie, maire



Doris Godbout, d.g. et sec.-trés.

**Avis de motion le 8 janvier 2018, par M. Mario Nadeau, conseiller
Règlement adopté le 5 février 2018
Avis public, publié le 9 février 2018
Entrée en vigueur le jour de sa publication**